

décidé quelles dispositions il allait présenter à la Chambre des communes et s'occupera-t-on de cette affaire sitôt achevé le débat sur le discours du trône?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur, cette affaire sera étudiée sous peu et j'espère faire une déclaration avant longtemps.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Le premier ministre est-il en mesure de dire si la Chambre des communes sera saisie d'une mise en accusation?

**Le très hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, je préférerais que le très honorable représentant attende que j'annonce à la Chambre quelle ligne de conduite nous recommanderons au Parlement.

### LES FINANCES

#### LE RÉGIME D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Depuis l'adoption de la loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, le ministre, ses fonctionnaires ou des agents de la Société d'assurance-dépôts du Canada ont-ils eu des entretiens avec le gouvernement de la province de Québec au sujet du régime distinct que cette province semble vouloir établir? De plus, le ministre sait-il si les banques à charte fédérale seraient assujetties à une double imposition au cas où un régime provincial serait institué?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je conseille à l'honorable représentant de faire inscrire cette question au *Feuilleton*.

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉCLARATION SUR LES NÉGOCIATIONS TARIFAIRES À GENÈVE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. E. D. Fulton (Kamloops):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre du Commerce s'il peut soumettre à la Chambre un rapport au sujet des négociations sur le tarif douanier qui se déroulent à Genève. La rupture de ces pourparlers est-elle aussi imminente que semblent l'indiquer les journaux de ce matin? Si oui, quelles mesures le gouvernement canadien prend-il pour protéger notre commerce du blé et des autres marchandises importantes?

**L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce):** Monsieur l'Orateur, les négociations de Genève en sont à une autre de leurs étapes délicates et critiques. Le secrétaire général vient de publier un communiqué exprimant l'espoir d'un accord de dernière minute, grâce aux efforts conjugués et à la bonne volonté des intéressés. Presque toutes les équipes de négociateurs sont retournées dans leur pays pour y recevoir de nouvelles instructions. On s'attend néanmoins à une reprise des pourparlers au cours de cette semaine, probablement vendredi. Dimanche est la date limite. D'ici là, on espère en venir à un certain degré d'entente.

Quant au rôle du gouvernement, nous avons été en consultation étroite. J'ai moi-même été à Genève à plusieurs reprises, tout comme certains de mes collègues. Je retourne à Genève demain, accompagné par le président de la Commission canadienne du blé. Un certain nombre de fonctionnaires de la Commission du blé sont déjà là et, vraisemblablement, le ministre de l'Agriculture viendra me rejoindre avant la fin de la semaine.

**L'hon. M. Fulton:** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre. Outre ces déplacements, le gouvernement projette-t-il de nouvelles initiatives?

**L'hon. M. Winters:** Monsieur l'Orateur, c'est un processus d'initiatives constantes. Je crois que nos partenaires dans ces négociations comprennent parfaitement le rôle du Canada.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, puis-je demander quels progrès s'accomplissent au sujet de l'accord sur les céréales? J'ai surtout à l'esprit la déclaration publiée dans les journaux, et selon laquelle les deux groupes de gouvernement négociateurs s'approchaient d'un chiffre qu'on a mentionné comme étant de \$1.72 à \$1.74. Le ministre peut-il nous donner des renseignements sur ce chiffre étrange que les journaux ont mentionné?

**L'hon. M. Winters:** C'est là pure hypothèse. Nous n'avons jamais donné de chiffre exact parce que nous sommes en voie de négocier. Autrement, il n'y aurait pas de pourparlers. Nous demandons néanmoins un relèvement substantiel du prix actuel en vertu de l'Accord international sur le blé.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, le ministre du Commerce nous dirait-il s'il recevra encore des conseils du ministre de l'Agriculture autour du 24 mai?